



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 204 – 1^{ER} JUILLET 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LA COMMISSION
ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE
LANCE UNE
PLATEFORME
NUMERIQUE DE
GESTION DES
DONNEES SUR LA
COVID 19 EN
AFRIQUE

S&P CONFIRME LA
NOTATION « AAA »
DE LA BAFD, QUI
REJOINT LE RESEAU
D'OBLIGATIONS
DURABLES DU NASDAQ

CAP-VERT :
ADOPTION DE
L'ACCORD DE PECHE
ENTRE L'UNION
EUROPEENNE ET LE
CAP-VERT

KENYA : LANCEMENT
DU PROJET KENYA
INNOVATION FOR LOW
IMPACT MAIZE
PRODUCTION
(KILIMO) FINANCE
PAR LA DG TRESOR

NIGERIA : LE
GOUVERNEMENT
ENVISAGE LA MISE EN
CONCESSIONS DE
CERTAINS AEROPORTS
ET AUTOROUTES

TANZANIE : ANNONCE
DE L'AUGMENTATION
DES CREDITS
DISPONIBLES POUR LE
SECTEUR AGRICOLE PAR
LA NATIONAL
MICROFINANCE BANK

SENEGAL : 100
M USD DE LA
BM POUR
LUTTER CONTRE
LA COVID-19

COTE D'IVOIRE :
DONS DE
Panneaux
SOLAIRES DE EDF A
LA FONDATION
DIDIER DROGBA

SOUDAN :
ACCENTUATION DE LA
PENURIE DE
MEDICAMENTS TANT
PRODUITS
LOCALEMENT
QU'IMPORTES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

La Commission économique pour l'Afrique lance une plateforme numérique de gestion des données sur la COVID 19 en Afrique

L'annonce a été faite à la suite d'une visio-conférence organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. La plateforme numérique africaine d'information et de communication pour la santé et l'action économique est un outil d'aide à la planification pour les Etats africains devant leur permettre de répondre efficacement aux effets socio-économiques liés à la Covid-19.

evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Covid19: Evolution de la situation sanitaire AEOI

Entre le 22 et le 29 juin, selon l'OMS, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 14 % sur la zone AEOI, en ralentissement dans la quasi-totalité des pays.

Le nombre de cas s'accélère cependant à Madagascar (+30 % sur une semaine, après +25 %), et de nouveaux cas ont été détectés à Maurice (+4 cas), ainsi qu'aux Seychelles (+66 cas, détectés sur des marins devant embarquer sur des navires de pêche) alors que ces pays n'avaient pas affiché de nouveau cas depuis respectivement 16 et 79 jours. La stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt des comptabilisations par le gouvernement depuis fin avril.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	15/6	22/6	29/6	15/6	22/6	29/6
Burundi	94	144	170	1	1	1
Comores	176	247	293	2	5	7
Djibouti	4 465	4 582	4 643	43	45	52
Erythrée	96	143	191	0	0	0
Ethiopie	3 445	4 532	5 689	57	74	98
Kenya	3 594	4 738	6 070	103	123	144
Madagascar	1 272	1 596	2 078	10	14	18
Maurice	337	337	341	10	10	10
Rwanda	582	728	900	2	2	2
Seychelles	11	11	77	0	0	0
Somalie	2 595	2 779	2 894	88	90	90
Soudan du Sud	1 693	1 882	1 966	27	34	36
Soudan	7 220	8 580	9 258	459	520	572
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	823	755	833	0	0	0
Total AEOI	26 912	31 563	35 912	823	939	1 051

adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr

Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale par le FMI

Selon les nouvelles projections du Fonds monétaire international (FMI), l'Afrique subsaharienne devrait pâtir plus fortement qu'anticipé de la pandémie de la COVID-19. Le FMI prévoit en effet une récession de -3,2% dans l'ensemble pour le sous-continent en 2020 (contre -1,6% seulement dans les prévisions d'avril 2020), puis une reprise timide de +3,4% en 2021 (contre +4,1% en avril). Cette détérioration traduit notamment les retombées plus importantes que prévu de la baisse de la demande extérieure. Selon l'institution, ces projections font craindre que les conséquences économiques de la pandémie frappent en premier lieu les pays et les ménages les plus pauvres et participent à un sérieux creusement des inégalités.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Nouvelle dégradation des prévisions macroéconomiques du FMI

Compte tenu du contexte exceptionnel, le FMI a effectué une mise à jour de ses prévisions du World Economic Outlook à fin juin, réduisant ainsi sa prévision de croissance mondiale de 1,9 pt pour 2020 et 0,4 pt pour 2021 par rapport aux prévisions d'avril. Cette dégradation touche aussi largement les pays de l'AEOI (donnée non disponible pour Djibouti, Soudan et Somalie), accusant une dégradation de 1,8 pt en moyenne pour 2020, et une reprise moins soutenue d'1,3 pt en 2021. Une récession est dorénavant prévue en 2020 pour 7 pays (sur les 12), contre seulement 4 lors des prévisions d'avril.

Pays	Prév. croissance du PIB (%)		écart prév. précédente (en pt %)	
	2020	2021	2020	2021
Burundi	-5,5	4,2	0,0	0,0
Comores	-6,0	2,7	-4,9	-0,4
Erythrée	-0,6	5,7	-0,7	-0,1
Ethiopie	1,9	0,0	-1,3	-4,4
Kenya	-0,3	4,0	-1,3	-2,1
Madagascar	-1,0	4,2	-1,4	-0,8
Maurice	-12,2	8,9	-5,4	3,0
Rwanda	2,0	6,3	-1,5	-0,3
Seychelles	-13,8	4,2	-2,9	-3,9
Soudan du Sud	4,7	-1,0	-0,2	-4,2
Tanzanie	1,9	3,6	-0,1	-0,9
Ouganda	1,8	2,6	-1,7	-1,6

✉ adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr

▼ S&P confirme la notation « AAA » de la BAfD, qui rejoint le Réseau d'obligations durables du Nasdaq

L'agence de notation financière S&P Global Ratings a confirmé, le 19 juin, la notation de crédit « AAA/A-1+ » à court et long terme attribuée à la Banque africaine de développement (BAfD), assortie d'une perspective stable. S&P a évalué de manière positive le profil de risque de la Banque, l'adéquation de ses fonds propres et la solidité de sa stratégie de financement et de son niveau de liquidité. La BAfD a, par ailleurs, rejoint le réseau d'obligations durables du Nasdaq, le 17 juin. Dix obligations de la BAfD ont ainsi été ajoutées à cette plateforme internationale, accessible au public et conçue pour améliorer la transparence du marché des obligations durables et vertes à impact social.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 117ème réunion du Conseil d'Administration de la BOAD

Au cours de sa 117^e session ordinaire, le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a approuvé de nouvelles opérations dont (i) 8 prêts à moyen et long terme d'un montant total de 118 Mds FCFA (184,4 M EUR), en faveur notamment du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo ; (ii) un prêt court terme de 10 Mds FCFA (15,3 M EUR) pour le refinancement partiel de la campagne arachidière au Sénégal et (iii) un programme de soutien au secteur privé de l'UEMOA de 100 Mds FCFA (152,9 M EUR). Par ailleurs, 3 lignes de crédits et 2 subventions d'un montant total de 275,6 M EUR, accordés par l'AFD, la BAfD et la KfW, en faveur de la BOAD ont également été approuvées.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BCEAO baisse ses taux directeurs

Notant que les plans de relance mis en place par les Etats et l'assouplissement progressif des restrictions de déplacement devraient conduire à un redémarrage de l'appareil productif, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) a décidé d'accompagner cette dynamique, en baissant de 50 p.b ses taux directeurs. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité passe ainsi à 2,0% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est ramené à 4,0%. Par ailleurs, selon l'institution, le PIB de l'Uemoa a progressé de 3,3% en g.a au premier trimestre 2020. Pour l'ensemble de l'année, les prévisions tablent sur une croissance de l'Union de 2,6%, contre une prévision initiale de 6,6%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Ouganda : Baisse de 34 % des exportations ougandaises en avril par rapport à mars 2020**

Les chiffres publiés par le Ministère des finances, de la planification et du développement économique indiquent qu'une série de produits d'exportation continuent à souffrir des effets de la Covid19. Les recettes d'exportation ont ainsi atteint 207 M USD en avril, contre 316 M USD en mars 2020. Les exportations de café, l'un des principaux postes d'exportations de l'Ouganda, a diminué de 19,5 %, ne rapportant au pays que 37 M USD en avril contre 46 M USD en mars. Parallèlement, en avril 2020, les importations se sont élevées à 334 M USD, soit une baisse de 32 % par rapport aux 491 M USD enregistrés le mois précédent. Actuellement, près de 42 % de toutes les taxes perçues en Ouganda proviennent du commerce international. Cette taxe se présente principalement sous la forme de TVA, de droits d'importation et de droits d'accise sur l'importation de produits pétroliers. Le manque à gagner au niveau de la mobilisation des recettes domestiques est estimé par les autorités à 1,045 Md USD, soit 2,8 % du PIB sur l'année civile 2020.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Banque centrale s'inquiète de la hausse du déficit budgétaire**

La Banque du Ghana indique que le déficit s'établit à -3,4 % du PIB pour le T1 2020, contre -1,9 % du PIB prévu dans la loi de finance. Bien que les dépenses publiques aient augmenté avec la crise du COVID-19, ce creusement s'explique presque exclusivement par le ralentissement de la mobilisation des recettes publiques (10,4 Mds GHS, soit 2,7 % du PIB, contre 13,9 Mds GHS attendus). En conséquence, le financement de l'État sur les marchés financiers ghanéens atteignait 9,4 Mds GHS pour la période, contre un objectif initial de 2,8 Mds GHS. A noter, le budget rectificatif adopté en avril prévoyait un déficit budgétaire de 7,8% sur l'ensemble de l'année, au lieu de 4,7% prévu dans la loi de finance initiale.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Banque centrale table sur une désinflation progressive d'ici la fin de l'année**

L'inflation a augmenté de 70 p.p. en g.a. entre avril et mai pour atteindre 11,3 %, un niveau largement supérieur à ceux enregistrés depuis la révision de la méthode de calcul à l'été 2019. Cette tendance est portée par la hausse des prix de l'alimentation pendant le confinement partiel à Accra et Kumasi. La Banque du Ghana a cependant indiqué que l'inflation devrait diminuer de façon progressive au T2 2020 et atteindre une fourchette de 6-10 % d'ici fin 2020. Elle fonde son analyse sur la stabilité du cédit ces derniers mois, la sous-utilisation des capacités de production du pays, les mesures d'allègement des tarifs de l'eau et de l'électricité, ainsi que sur la baisse des prix du pétrole brut.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 à -5,4%**

Dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales de juin 2020, le FMI prévoit pour l'économie nigériane (27,6% du PIB d'Afrique subsaharienne) une récession de -5,4% sur l'année, soit 200 points de base de moins que la prévision d'avril dernier. Plus d'optimisme est accordé pour l'année suivante, avec un rebond relevé de 20 pdb à +2,6%. Avec la chute des cours pétroliers, la chute des recettes publiques devrait accroître le déficit budgétaire, aujourd'hui estimé à -7,3% du PIB sur l'année contre -6,4% précédemment. La dette publique devrait atteindre en conséquence 36,5% du PIB d'ici la fin de l'année, selon le FMI.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Adoption en Conseil des ministres du DPBEP 2021-2023**

Le Conseil des ministres a examiné et adopté, le 24 juin 2020, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2021-2023. Selon ce document, l'activité économique au Burkina Faso pourrait enregistrer une croissance de 5,8% en 2021, puis 5,6% en 2022 et 5% en 2023. Ces performances seraient principalement soutenues par le secteur tertiaire (+7% en 2021 ; +6,6% en 2022 et +6,3% en 2023). Le Conseil a autorisé la présentation du DPBEP 2021-2023 à l'Assemblée nationale.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Une récession pouvant atteindre 8,5% et un déficit budgétaire de 11,4% du PIB projetés en 2020**

Le ministre des Finances capverdien a présenté les grandes lignes du projet de Loi de finances rectificatives 2020, qui devrait passer devant le parlement avant la fin du mois. Le gouvernement prévoit ainsi une récession entre 6,8 et 8,5% en 2020, contre une croissance entre 4,8 et 5,8% prévue dans la Loi de Finances Initiales (LFI) 2020, un déficit budgétaire de 11,4% du PIB (contre 1,7% dans la LFI) et une dette publique à 150% (118,5% en LFI).

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Le gouvernement anticipe une croissance annuelle moyenne de 6,5% sur la période 2021-2023**

Selon une communication adoptée par le Gouvernement ivoirien, l'activité économique devrait afficher un taux de croissance annuel moyen de 6,5% sur la période donnée et l'inflation serait contenue à 1,8% en moyenne. Le déficit budgétaire passerait de 4,7% du PIB en 2021 à 3,0% en 2023 et l'endettement public devrait passer de 39,5% à 37,6% du PIB. Les principales hypothèses qui sous-tendent ces performances prennent en compte l'amointrissement de l'impact de la COVID-19 sur l'économie, la consolidation de la stabilité socio-politique ainsi que la poursuite des réformes structurelles et des investissements dans les secteurs moteurs de croissance.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Adhésion à l'initiative de suspension du service de la dette**

Au titre de l'initiative du G20 relative à la suspension du service de la dette (ISSD), le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette de la Guinée envers les pays créanciers membres, du 1er mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. Pour rappel, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Togo bénéficient déjà officiellement de l'initiative, et le Sénégal a indiqué vouloir y participer.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Adoption en Conseil des Ministres du DPBEP 2021-2023**

Le Conseil des ministres a examiné et adopté, le 19 juin 2020, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2021-2023. Le communiqué du Ministère des Finances ne donne pas d'indications chiffrées sur les perspectives macroéconomiques du Niger. Le document sera présenté sous peu à l'Assemblée nationale.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : Les transferts nets d'argent effectués au premier trimestre 2020 auraient atteint 254 Mds FCFA**

Le cumul des transferts nets d'argent effectués par les établissements de crédit du Sénégal se serait établi à 254 Mds FCFA (381 M EUR) au premier trimestre 2020, selon la Direction de la monnaie et du crédit. Par rapport au premier trimestre 2019 où, ils s'élevaient à 237 Mds FCFA (361,3 M EUR), ils sont en progression de 7,2%. Durant la période sous revue, les transferts reçus par les établissements de crédit se sont chiffrés à 298 Mds FCFA contre 282 Mds FCFA au premier trimestre 2019, soit une hausse de 5,8%. Du côté des transferts d'argent émis, on note un repli de 1,8% avec des réalisations qui passeraient de 45 Mds FCFA au premier trimestre 2019 à 44 Mds FCFA un an plus tard.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Inflation à 15,47% en mai 2020 en g.a**

En mai 2020, l'indice des prix à la consommation en Sierra Leone a connu une hausse de 15,47% en glissement annuel (g.a), toutefois légèrement en dessous de la cible d'inflation pour l'année 2020 de la Banque centrale (+17,5%). Cette hausse des prix est essentiellement tirée par le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+16,6% en g.a.) et les biens et services du secteur de la santé (+33,61% en g.a).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : Consultation publique sur le 10 years Perspective Plan**

Alors que l'Éthiopie souhaite passer d'une croissance économique tirée par le secteur public à une croissance tirée par le secteur privé, le National Planning and Development Commission (NPDC) a organisé, à partir du 29 juin, une consultation publique pour présenter le nouveau « 10 years Perspective Plan ». Contrairement aux plans quinquennaux (GTP I et II), ce plan décennal serait conçu dans une approche bottom up et aurait associé le secteur privé dans son élaboration. Néanmoins, selon le ministère des revenus, le secteur privé ne contribuerait aux recettes fiscales qu'à hauteur de 25 %. Ainsi, sur l'année fiscale 2018/19, les plus gros contributeurs éthiopiens à l'impôt (198,2 Mds ETB soit 7,1 Mds USD perçus au total) étaient publics ou étrangers : la banque publique Commercial Bank of Ethiopia (125 MUSD), MOENCO (filiale du britannique Inchcape ; 54 MUSD) ou Trans Ethiopia (filiale du conglomérat public de la région du Tigré EFFORT ; 417 M USD). Le premier groupe privé local, Tracon Trading, n'arrive qu'ensuite avec 15 MUSD de contribution à l'impôt.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : mise en ligne de l'ensemble de la réglementation dans les principaux secteurs économiques**

Le ministère des Finances, de l'Économie et du Plan a annoncé la création d'une bibliothèque juridique virtuelle, conçue pour faciliter l'accès à l'ensemble des réglementations sectorielles, principalement celles liées aux domaines de compétence de ce ministère. La bibliothèque virtuelle est accessible à l'adresse suivante : <https://minhacienda-gob.com/biblioteca-juridica/>

✉ thibaut.bidet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Adoption de l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Cap-Vert**

Le Parlement européen a adopté le protocole d'accord de pêche entre l'Union européenne et le Cap-Vert, qui accorde à la flotte européenne des licences pour 28 thoniers senneurs congélateurs, 27 palangriers de surface et 14 thoniers canneurs, qui seront répartis entre le Portugal, l'Espagne et la France. La contrepartie financière annuelle s'élève à 750 000 EUR, dont 400 000 EUR pour l'accès à la zone de pêche et 350 000 EUR pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la pêche et de l'économie bleue.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : suppression de l'exonération de l'impôt BIC dans le secteur minier

La commission des affaires économiques et financière de l'Assemblée nationale ivoirienne a adopté une nouvelle loi portant sur la suppression de l'exonération de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) pour tous les acteurs du secteur minier. Cette modification s'inscrit dans les objectifs de réforme en cours dans le code minier de l'espace UEMOA. Cette mesure doit permettre l'apport de recettes fiscales estimées à près de 305,3 M EUR (200 Mds FCFA) par an. Pour rappel, la Côte d'Ivoire extrait majoritairement de l'or (13,3% des exportations du pays en 2018).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Kenya : Lancement du projet Kenya Innovation for Low Impact Maize production (KILIMO) financé par la DG Trésor

L'entreprise ITK associée à Airbus Defense and Space et GE-Data lancent le développement d'un démonstrateur de service numérique agricole, à l'échelle du comté de Vihiga (à l'ouest du Kenya). Le projet, financé sur subventions FASEP - un dispositif de soutien à l'internationalisation des entreprises françaises porté par la DG Trésor - contribuera à développer des pratiques culturales agro-écologiques favorables à la séquestration de carbone dans les sols. Le projet permettra aux petits producteurs, qui rencontrent des difficultés à assurer leur autonomie alimentaire, de bénéficier de conseils personnalisés et d'innover dans leurs pratiques culturales, grâce aux technologies d'imagerie satellitaire, à la modélisation agro-environnementale (climato-intelligente) et à la distribution d'informations adaptées pour les responsables de filières. Le projet associera plusieurs entreprises françaises (Roullier, Bioline-Invivo, le Crédit Agricole ou Limagrain).

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Réorientation du Programme Fihariana pour 11,5 MEUR

Le 15 juin, le ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) a lancé le Crédit Miarina, mécanisme de soutien en faveur de la trésorerie des PME formelles. Il s'agit d'une réorientation du programme Fihariana dans le contexte de la Covid-19 pour une enveloppe totale de 11,5 MEUR. Les crédits Miarina sont accordés via deux banques locales (BNI et BOA) à un taux de 9 % pour une durée de remboursement de 24 mois et un montant maximal de 69 kEUR, et destinés à des entreprises réalisant un CA inférieur à 1,1 MEUR et ayant au moins trois ans d'existence. Depuis son lancement près d'une centaine d'entreprises en ont bénéficié, notamment dans les secteurs du commerce, des services et la médecine.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la BAfD approuve le décaissement de 57 Mds FCFA en faveur du Cameroun dans le cadre de la lutte contre la COVID-19

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 57,7 Mds FCFA en faveur du Cameroun sous la forme d'un appui budgétaire. Cet appui entre dans le cadre du mécanisme de réponse rapide à la crise de la Covid-19 de la BAfD destiné à soutenir les pays africains face aux impacts économiques et sanitaires de la crise.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la société américaine 1 Rivet va implémenter une plateforme intégrée des services de l'administration**

Dans son ambition d'accélérer le processus de transformation digitale au Congo, le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique entend collaborer avec la société américaine 1 Rivet pour l'implémentation d'une plateforme intégrée des services électroniques de l'administration congolaise. La société américaine se dit prête à mobiliser un financement de 5 millions USD pour accompagner le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de sa stratégie de transformation digitale. Ce projet s'inscrit dans le cadre du partenariat que les deux parties ont signé le 19 février à Washington.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la Banque mondiale approuve un financement de 50 M USD pour un projet de filets sociaux**

La Banque mondiale a approuvé un financement de l'Association internationale de développement en faveur du Projet Lisungi de riposte d'urgence à la Covid-19 (PIruc). Ce projet vise à renforcer la résilience des ménages congolais face à la pandémie de Covid-19 en apportant un soutien financier aux ménages pauvres et vulnérables touchés par la crise sanitaire et économique dans certaines zones du pays. Ainsi, près de 200 000 ménages bénéficieront d'un transfert monétaire d'urgence et unique de 50 000 FCFA et d'une sensibilisation sur les mesures d'hygiène et d'assainissement. Ce projet vise également à soutenir les activités génératrices de revenus des femmes et des groupes marginalisés.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 750 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement du secteur de l'électricité**

Approuvé par le Conseil d'administration, l'octroi du prêt à l'État fédéral, d'une maturité de 30 ans et d'une période de grâce de 5 ans, vient soutenir le programme de redressement du secteur de l'électricité. Il vise en particulier à la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, la viabilité financière et fiscale du secteur et la responsabilité des parties prenantes. L'objectif d'un niveau minimum de 4 500 MWh devra notamment être fourni au réseau de distribution à partir de 2022. Pour rappel, alors que le paiement par l'État fédéral des déficits du secteur ont atteint 1,72 Md USD en 2019, soit 11% de ses revenus et 0,4% du PIB, environ 47% de la population n'a pas accès au réseau électrique.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la SFI accorde un prêt de 100 M USD à Zenith Bank en réponse aux difficultés causées par l'épidémie de COVID-19**

La Société financière internationale, du groupe Banque mondiale, a accordé à Zenith Bank son premier prêt sur le continent dans le cadre de son programme mondial en réponse à la crise liée à la COVID-19. Ce financement doit aider la 2^{ème} banque du pays, et la 6^{ème} du continent, à accroître son soutien aux entreprises, notamment celles dans les secteurs de produits essentiels, dont les flux de trésorerie ont été perturbés ces derniers mois. Les engagements bruts cumulés de la SFI en Afrique subsaharienne (y compris les participations aux prêts et garanties) atteignaient près de 40 Mds USD au 30 juin 2019, dont 12,1 Mds USD au Nigéria dans 132 entreprises.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement envisage la mise en concessions de certains aéroports et autoroutes**

Le Ministre des Travaux publics et du Logement a rendu public un projet de concession de 10 autoroutes, qui pourrait permettre selon lui de dégager 163 Mds NGN (422 M USD). Cette initiative concéderait aux investisseurs privés l'entretien des routes, la gestion des péages, des aires de repos et de l'éclairage. Dans le même temps, l'*Infrastructure Concession Regulatory Commission* a délivré au gouvernement un certificat de conformité de l'analyse de rentabilité pour la mise en concession des principaux aéroports internationaux : Lagos, Abuja, Port Harcourt et Kano. Avec les investissements attendus, l'objectif serait de passer de 15 à 70 millions de passagers annuels d'ici quelques années.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : accord de 15 M USD entre l'État de Cross River et l'entreprise israélienne Bean & Co**

Le projet de partenariat public-privé se déclinera par la création d'un centre agro-industriel avec une usine de transformation, une pépinière, un centre de formation, ainsi qu'un programme de soutien aux agriculteurs, qui couvrira de 5 000 à 10 000 ha. Le projet sera financé à 35% par l'État de Cross River et 65% par Bean & Co, entreprise israélienne de production de cacao exploitant 40 000 ha à travers le monde. L'accord contient également une proposition de financement qui prévoit des facilités de crédit aux agriculteurs. Pour rappel, le Nigéria est le 4^{ème} producteur africain de cacao avec entre 6 et 7 % de la production mondiale en 2018.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : L'AFD octroie 60 M EUR au Bénin**

Le 22 juin, le ministre béninois de l'Economie et des Finances, l'Ambassadrice de France au Bénin et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Bénin ont procédé à la signature, par échange de courriers, de trois conventions de financement relatives aux projets (i) d'assainissement pluvial de la ville de Cotonou, (ii) d'appui aux centres d'excellence africains et (iii) de transition agro-écologique dans les zones cotonnières, pour un montant total de 60 M EUR.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : UK Export Finance accorde un prêt de 125 M USD au Bénin pour la réfection d'une route**

L'Agence britannique de crédit à l'exportation UK Export Finance (UKEF) a accordé un prêt de 125 M USD au Bénin pour rénover 183,4 km de la route Bohicon - Parakou. Les travaux dureront 2 ans et seront exécutés par Sogea-Satom UK. Ce prêt fait suite à des accords négociés lors du Sommet Afrique-Royaume-Uni, organisé en janvier 2020. Il s'agit de la première transaction soutenue par UKEF dans le pays. Pour rappel, les échanges entre le Royaume-Uni et le Bénin sont encore peu développés, à 36 M EUR en 2019.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 94 M EUR de l'AFD dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'énergie et des finances publiques**

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, l'Ambassadeur de France au Burkina Faso et le Directeur de l'Agence française de développement ont procédé à la signature de 4 conventions et d'un accord de fonds d'un montant total de 94 M EUR : (i) un appui budgétaire de 7 M EUR dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 ; (ii) deux conventions (un crédit de 70 M EUR et un don de 5 M EUR) pour le financement du programme énergétique Yéleen; (iii) un accord de 2 M EUR pour le financement d'un programme de renforcement des capacités ; (iv) un accord d'octroi pour le déblocage de la 2e tranche de l'Appui budgétaire sectoriel 2019-2021 (ABS), d'un montant de 10 M EUR.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Ratification d'un accord de prêt de la BOAD pour l'aménagement des rocades Sud-Est et Nord de Ouagadougou**

Le Conseil des ministres burkinabé a adopté, le 24 juin 2020, une ordonnance portant autorisation de ratification d'un accord de prêt signé en juin 2016 à Lomé entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), pour le financement partiel du Projet d'aménagement et de bitumage du boulevard des Tansoba (Rocades Sud-Est et Nord) à Ouagadougou. Le coût total du projet est estimé à 27,6 Mds FCFA (42 M EUR), dont 20 Mds FCFA apportés par la BOAD et 7,6 Mds FCFA par l'Etat.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Prêt de la BOAD de 12,4 M EUR pour un aménagement urbain**

Le gouvernement ivoirien a adopté un décret portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 12,4 M EUR (8,1 Mds FCFA) conclu avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) le 24 avril 2020. Destiné à renforcer les structures des chaussées existantes du Boulevard de Marseille à Abidjan, ce financement s'inscrit dans le programme d'amélioration des conditions de circulation des usagers, du système d'assainissement et l'intensification du dispositif d'éclairage public.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : COVID-19 - Etat d'exécution des Fonds de Soutien

Selon un communiqué du gouvernement ivoirien, au 15 juin 2020, 18 entreprises ont bénéficié de l'appui du Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises (FSGE) pour un montant total de 9,3 M EUR (6,1 Mds FCFA) ; 33 PME ont pu bénéficier de l'appui du Fonds de Soutien aux PME (FSPME), pour un montant total de 1,4 M EUR (920,6 M FCFA). Environ 6 800 acteurs du secteur informel ont reçu l'aide du Fonds de soutien aux Acteurs du Secteur Informel (FASI) pour un montant total de 468 000 EUR (306,6 M FCFA) ; 77 042 bénéficiaires ont bénéficié de l'aide du Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire (FSS) pour un montant total de 17,2 M EUR (11,3 Mds FCFA).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Subvention de 35 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la gestion des finances publiques

Le ministre des Finances et des Affaires économiques gambien et le Directeur pays de la Banque mondiale ont signé un accord de don de 35 M USD, en vue de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de la gestion budgétaire pour une meilleure prestation des services publics. Ce projet de gestion des finances publiques vise à instaurer une discipline budgétaire, améliorer l'efficacité des services publics et aider le pays dans sa transition vers une économie digitale. Cette opération devrait notamment renforcer les capacités de l'Autorité fiscale gambienne pour la collecte des recettes, notamment via la transformation digitale de l'administration fiscale.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Le FMI décaisse 148 M USD pour faire face à la pandémie de COVID-19

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le décaissement en faveur de la Guinée de 148 M USD au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Cet appui, conjugué à l'allègement de la dette octroyé au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC), aidera le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'atténuation qui ont été adoptées. Le financement du FMI permettra aussi d'accélérer la mobilisation d'une aide financière auprès des donateurs. Au 25 juin 2020, la Guinée compte 5 174 cas confirmés, dont 29 décès.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : La BM déploiera 100 M USD sur 15 mois pour soutenir la lutte contre la COVID-19

Au cours des 15 prochains mois, la Banque mondiale (BM) déploiera plus de 100 M USD de financements pour protéger les ménages pauvres et soutenir la résilience économique contre le choc lié à la COVID-19 en Guinée. Ce financement s'articule autour de trois domaines d'actions : (i) la réponse sanitaire, financé par un don de 10,9 M USD et un soutien de 12,9 M USD ; (ii) la protection des moyens de subsistance de la population, avec un don de 70 M USD et un financement de 5 M USD ; (iii) le soutien à la reprise, avec un financement de 1 M USD. La Guinée a demandé un appui budgétaire à la BM, dont le montant n'a pas encore été communiqué.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : L'Assemblée nationale ratifie 6 accords de financement de projets**

Le 24 juin 2020, l'Assemblée nationale mauritanienne a approuvé six projets de loi relatifs aux accords de financement pour la construction de routes et de projets de développement agricole et d'appui aux Micro, Petites et Moyennes entreprises. Ces accords de financement ont été conclus avec la Banque islamique de développement (BID), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), le Fonds koweïtien de développement économique arabe et les Émirats Arabes Unis, représentés par le Fonds Khalifa pour le développement des entreprises.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Les autorités en quête d'un partenaire pour la réalisation et la privatisation d'une autoroute**

Les autorités mauritaniennes seraient en quête d'un partenaire privé pour la réalisation d'une route à péage entre Nouakchott et Boutilimit d'un montant global de 292 M EUR. Cette privatisation d'une autoroute pour financer sa construction et assurer son entretien serait un format inédit sur le territoire mauritanien. L'Etat prévoit à ce stade d'accorder un contrat d'exploitation d'une durée de 20 ans afin de permettre au partenaire privé d'amortir son investissement. L'axe Nouakchott-Boutilimit pourrait bénéficier à moyen-terme du développement du corridor Nouakchott-Bamako dans le cadre du désenclavement et de l'aménagement du territoire des pays du G5 Sahel.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Point d'étape sur la réhabilitation de la route Zinder-Tanout**

Le Ministre de l'Équipement s'est rendu à Zinder dans le cadre du suivi et du contrôle des travaux de réhabilitation du tronçon Zinder-Tanout, long de 138 km. Financés par l'Union européenne, les travaux, lancés en janvier 2019 pour une durée de 48 mois, s'élèvent à 51,8 M EUR (34 Mds FCFA). Les travaux sont scindés en 2 lots : le 1er porte sur le tronçon Zinder-Maï Bagari, dont les travaux exécutés à 94% par l'entreprise française SOGEA-SATOM pour un coût de 20 M EUR ; le 2e concerne le tronçon Maï Bagari –Tanout, exécuté à 57%, confié à l'entreprise EGBTP pour une enveloppe de 27 M EUR. Ce chantier facilitera les échanges commerciaux locaux et la finalisation du grand projet d'axe transsaharien entre Lagos et Alger.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : 100 M USD de la BM pour lutter contre la COVID-19**

La Banque mondiale (BM) a approuvé le 19 juin 2020 un financement de 100 M USD pour aider le Sénégal à faire face à l'impact social et économique de la pandémie. L'objectif étant de sauvegarder les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables et de promouvoir les opportunités par un meilleur accès à l'électricité et aux services offerts par les TICs. Outre cet appui budgétaire, 2 autres accords de financement ont été signés entre les deux partenaires le 21 juin : le Projet pour la promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides, d'un montant de 125 M USD (75 Mds FCFA), et le Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage au Sénégal, d'un montant de 150 M USD (90 Mds FCFA).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : COVID-19 - le Japon injecte près de 2,3 M EUR au Sénégal

Le gouvernement du Japon a approuvé une aide non remboursable s'élevant à 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR), afin de contribuer au Fonds de riposte et de solidarité (Force-Covid-19), mis en place par le gouvernement du Sénégal pour financer le Programme de résilience économique et social (PRES). Cette aide a pour but d'atténuer l'impact économique et social de la pandémie et est prélevée sur le Fonds de contrepartie de l'Assistance alimentaire fournie à travers l'ambassade du Japon et l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), au profit du Sénégal.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Transport aérien, une première tranche de 3 Mds FCFA remise aux structures publiques

Le ministère du Tourisme et des Transports aériens a remis des chèques d'un montant global de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) aux agences et entreprises publiques sous sa tutelle, impactées par la pandémie. Ce décaissement effectué le 21 juin 2020, représenterait la première tranche de la subvention dont le montant total s'élèverait à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR). Les structures bénéficiaires, dont font partie l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) et la société Aéroport international Blaise Diagne (AIBD SA), ont reçu chacune l'équivalent du montant de 90% de leur masse salariale trimestrielle.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : La BAfD approuve la réaffectation d'un prêt de 3 M USD au secteur agricole pour renforcer la sécurité alimentaire, suite à la pandémie

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé la réaffectation de 3 M USD de ressources de prêt pour aider le Togo à acheter des intrants agricoles, afin de renforcer la sécurité alimentaire à la suite de la pandémie COVID-19. L'utilisation de ces intrants devrait permettre d'augmenter la production de 12 700 tonnes de maïs, 18 000 tonnes de riz, 1 700 tonnes de graines de sésame et 2 200 tonnes de produits maraîchers. Par ailleurs, une aide budgétaire de 27,4 M USD au bénéfice du Togo est actuellement étudiée par la BAfD, afin de renforcer la résilience économique et sanitaire du pays face à la COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Reprofilage de 150 M EUR de la dette publique

Le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé le 17 juin 2020 la signature d'un second emprunt de l'Etat togolais auprès d'un consortium de banques étrangères, pour un montant d'environ 150 M EUR remboursable sur 10 ans à un taux de 4,5%. Cette opération fait suite à celle de décembre 2019, qui portait sur 103,6 M EUR. Le Togo a bénéficié d'une garantie à 100% par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). La deuxième opération permet une réduction supplémentaire du service de la dette de plus de 80 M EUR au cours des 3 prochaines années, qui vient s'ajouter à celle de près de 50 M EUR de l'opération précédente. La Société Générale et Lazard frères sont intervenus respectivement comme arrangeur et conseillers.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Ebomaf obtient deux nouveaux marchés de 321 M EUR**

Annoncés par la ministre des Infrastructures et des Transports, les travaux de modernisation de la route Lomé – Kpalimé seront exécutés par la filiale togolaise du groupe burkinabé EBOMAF – implantée dans 6 pays ouest-africains – pour un coût de 195 Mds FCFA. En complément, l'entreprise va assurer l'aménagement des voiries et réseaux divers (VRD) de la ville de Kpalimé pour un montant de 19 Mds FCFA.

📧 gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tanzanie : Annonce de l'augmentation des crédits disponibles pour le secteur agricole par la National Microfinance Bank

Selon le responsable des activités de banque de détail de la National Microfinance Bank (NMB), la banque prévoit d'accorder cette année des prêts de plus 17,2 MUSD aux petits agriculteurs du pays afin d'améliorer la sécurité alimentaire et augmenter la production agricole. L'établissement bancaire a également déclaré sa volonté d'investir dans la chaîne de valeur du manioc aux côtés de la Tanzania Agricultural Development Bank, la banque publique en charge du financement du secteur agricole. La Tanzanie a officiellement lancé en 2018, la deuxième phase du programme de développement du secteur agricole (ASDP II). Le programme de 6 Mds USD est prévu sur dix ans et sera financé à 40 % par le gouvernement et 60 % par le secteur privé et les partenaires au développement.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : La production de maïs connaît un déficit de plus de 500 000 tonnes en 2019

L'annonce a été faite par le Ministre de l'agriculture et du développement rural lors du conseil de cabinet du Premier ministre le 25 juin 2020. La production de maïs du Cameroun s'est chiffrée à 2,3 millions de tonnes au cours de l'année 2019 pour une demande nationale estimée à près de 2,8 millions de tonnes. En conséquence, les opérateurs économiques, et en particulier les sociétés brassicoles et les acteurs de la filière avicole, doivent recourir aux importations pour garantir leurs approvisionnements.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ethiopie : Signature d'un contrat de financement de 146 MEUR pour un projet éolien

Le Ministère des Finances éthiopien a signé, le 22 juin, un contrat de financement de 146 MEUR avec des banques danoises pour la construction du champ d'éoliennes d'Assela (sud du pays) d'une capacité de 100 MW. Le financement comprend un prêt de 117,3 MEUR par la Danske Bank A/S et un don de 28,7 MEUR par la Danida Business Fund. Ce financement fait suite à un contrat signé, mi-mai, avec Siemens Gamesa Renewable Energy, pour l'installation de 29 turbines éoliennes à Assela. Seuls trois champs éoliens sont opérationnels en Éthiopie pour une capacité totale de 324 MW. 95,5 % de l'énergie générée en Éthiopie est d'origine hydraulique.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Mise en service du parc éolien de Kipeto de 100 MW avant la fin de l'année

General Electric a achevé les travaux de construction du parc éolien de Kipeto, au sud-ouest du Kenya, pour un montant de plus de 300 MUSD. D'une capacité de 100 MW, le parc éolien de Kipeto devient ainsi le deuxième plus grand parc éolien du Kenya, après celui du lac Turkana (310 MW). L'électricité produite sera vendue à l'entreprise publique Kenya Power, dans le cadre d'un PPA d'une durée de 20 ans. Selon les estimations de Kipeto Energy, consortium propriétaire de l'installation, le parc éolien permettra d'approvisionner en électricité 40 000 foyers supplémentaires.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Extension du périmètre de la mine d'or de Houndé, exploitée par Endeavour Mining

Le périmètre du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or de Houndé de la société Hounde Gold Operations, filiale du groupe Endeavour Mining, a été étendu de près de 40 km² supplémentaire, ce qui portera superficie totale du nouveau permis d'exploitation à 61,8 km². Le gouvernement espère que cette extension permettra la création de 30 emplois supplémentaires, en plus des 1 100 emplois actuels, jusqu'en 2028. Elle apportera une contribution au budget de l'Etat à hauteur de 87 Mds FCFA (133 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Conséquences de la fermeture de la COMINAK**

Créée en 1975, la Société nigérienne du charbon (SONICHAR) exploite un gisement de charbon à 180 km d'Arlit et produit l'électricité qui alimente en électricité la Compagnie minière d'Akouta (COMINAK), la SOMAÏR, la NIGELEC, ainsi que les villes d'Arlit et d'Agadez. La fermeture de la COMINAK pourrait se traduire par une baisse de près de 60% du chiffre d'affaires de la Sonichar. Les autorités craignent la fermeture de l'entreprise et le renchérissement du coût de l'offre énergétique de la région qui en découlerait. Une situation qui aura également un impact sur la Société nigérienne d'électricité, principal distributeur d'énergie au Niger.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Industrie

▼ **Soudan : Accentuation de la pénurie de médicaments tant produits localement qu'importés**

La pénurie sur les médicaments importés s'explique par le refus du Ministre de la santé d'augmenter de 70 % à 130 % le prix des médicaments fabriqués localement. Actuellement, seules 17 des 27 unités de production locale continuent à fonctionner à moitié de leur capacité. Concernant les médicaments importés, le Ministère des finances n'ayant pas mis à disposition des importateurs les montants de devises demandés (un minimum de 25 MUSD par mois) au taux officiel (55 SDG par USD contre un taux parallèle de 140 SDG par USD), les importations de médicaments, qui couvrent en moyenne 55 % des besoins, se sont effondrées. Au premier trimestre, elles se sont élevées à 9 MUSD, soit 10 fois moins que les besoins estimés. En conséquence, l'association des pharmaciens a lancé un mouvement de grève de trois jours (du 21 au 23 juin), qui aurait été suivi par 70 % de la profession, suivi tous les prochains jeudis par un rassemblement devant les locaux abritant le Conseil des ministres.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : Liaison ferroviaire Abidjan-Ouagadougou perturbée

De fortes pluies se sont abattues sur le district d'Abidjan, et tout particulièrement sur la commune d'Anyama, causant d'importants dégâts matériels sur l'axe ferroviaire stratégique reliant la Côte d'Ivoire au Burkina Faso. Cette voie assure en grande majorité le ravitaillement par fret ferroviaire du Nord de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. Le concessionnaire, Sitarail, filiale de Bolloré, est à pied d'œuvre pour rétablir la liaison ferroviaire par d'autres moyens.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Le gouvernement autorise la réouverture au public des restaurants, cafés et hôtels

En dépit d'une forte hausse du nombre de cas de coronavirus, le ministère mauritanien du Commerce et du Tourisme a décidé, le 24 juin 2020, la réouverture des restaurants, cafés et des hôtels au public. Le 19 mars dernier, le gouvernement avait ordonné la fermeture totale de l'ensemble des établissements sur le territoire national. Devant le lourd impact pour le secteur, qui n'a pas bénéficié d'un soutien économique de l'Etat, un premier assouplissement avait été obtenu le 6 mai avec l'autorisation de la vente à emporter. Depuis le 25 juin, les professionnels de la restauration peuvent accueillir la clientèle de 6h à 20h.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Ethiopie : Licences télécoms : onze entreprises manifestent leur intérêt**

A la suite de la publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de deux licences télécoms par l'Autorité des communications éthiopienne (ECA), plusieurs compagnies ont manifesté leur intérêt, dont quatre entreprises de notoriété internationale : Orange (France), Vodafone (GB) via ses filiales Vodacom (Afrique du sud) et Safaricom (Kenya), Etisalat (EAU) et MTN (Afrique du sud). La liste des opérateurs sélectionnés et le séquençage de l'attribution des licences seront communiqués ultérieurement sur le site de l'ECA. En parallèle à l'ouverture du marché, après les premières directives rendues publiques en octobre 2019, ECA a publié trois nouvelles normes fin avril, pour consultation par les parties prenantes jusqu'au 1er juillet. Six nouvelles directives sont attendues prochainement.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Orange Côte d'Ivoire soutient le gouvernement dans l'opérationnalisation du FASI**

Dans le cadre de son engagement contre la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, Orange Côte d'Ivoire accompagne le gouvernement dans la distribution du Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel (FASI), doté de 100 Mds FCFA (153 M EUR). Cet accompagnement consiste en l'utilisation du service de transfert d'argent mobile « Orange Money » pour distribuer 259,5 K EUR (170 M FCFA) à 600 entreprises informelles identifiées. L'opération, qui a débuté le 25 mai, soutient les acteurs de l'informel durement impactés par la pandémie. Orange Côte d'Ivoire appuie également les autorités dans la mise en œuvre, depuis fin mars 2020, d'un « Centre d'Information Gouvernementale sur la COVID-19 ».

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Dons de panneaux solaires de EDF à la Fondation Didier Drogba**

Le groupe français EDF a procédé à la remise d'un don à la Fondation Didier Drogba. Cette donation a été réalisée par l'intermédiaire de la filiale ivoirienne Zola EDF Côte d'Ivoire (ZECI) et grâce au fonds d'urgence et de solidarité de la fondation EDF. Composée de 140 kits solaires et de centaines de cartables, l'aide est destinée à équiper des écoles et dispensaires en zones rurales afin de faciliter l'accès à l'éducation et à l'électricité. La fondation Didier Drogba est active depuis 2007 à travers divers actions sociales, dont la construction d'un centre de santé spécialisé femmes et enfants, des caravanes de dépistages des maladies cardiovasculaires, la construction d'une école primaire publique.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Soudan : Succès politique et financier de la conférence de Berlin du 25 juin 2020**

Cette conférence virtuelle a réuni des représentants d'une quarantaine de pays et d'organisations et institutions internationales et régionales. Parmi les intervenants politiques figuraient le SG des Nations Unies, le Haut représentant et Vice-Président de la Commission européenne, les Premiers ministres soudanais et éthiopien, ainsi que les ministres des affaires étrangères allemands et français. Le Président de la Banque Mondiale, la DG du FMI ainsi que le Président de la BAD sont également intervenus. Les annonces des principaux pays de Golfe sont restées très vagues et en dessous des attentes (dont 10 MUSD pour l'Arabie Saoudite). La Chine n'a pas fait d'annonce. Les engagements financiers des bailleurs sont estimés à 1,8 Md USD, dont la moitié fléchés sur l'extension des filets de protection sociale¹. Le FMI a annoncé la négociation sur 12 mois d'un programme (Staff Monitored Program), dont le contenu sera prochainement approuvé en Conseil d'administration. Enfin, la Banque Mondiale a débloqué des fonds d'un montant de 400 MUSD destinés au renforcement des filets sociaux et de 35 MUSD pour la lutte contre la pandémie, malgré les arriérés.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

¹ Allocations monétaires versées aux ménages pauvres et assorties souvent de conditions (scolarisation des enfants ou visites médicales régulières, par exemple).

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

